

4 Politique

Législatives 2018/Akanda

François Mabendé candidat du PSD



François Mabendé (c) sera le candidat du PSD au premier siège d'Akanda.



La présidente déléguée du PSD, l'honorable Albertine Maganga Moussavou, lors de son mot de circonstance.



Une vue de l'assistance.

J-C.A & SM
Libreville/Gabon

Ce cadre du Parti social démocrate (PSD) se dit déterminé à ravir le premier siège de la commune située au nord de Libreville.

CADRE du Parti social démocrate (PDG), François Mabendé sera candidat

pour le compte de son parti, au 1er siège de la commune d'Akanda. Il en a fait l'annonce, dernièrement, profitant de la cérémonie de remise de don de produits pharmaceutiques au dispensaire du quartier dit, "Premier campement", de ladite commune. C'était en présence de la présidente déléguée de cette formation politique Albertine Maganga Moussavou.

Ce candidat du PSD a, de ce fait, sollicité le soutien de ses concitoyens, sur qui, il dit vouloir compter pour ravir ce siège à l'Assemblée nationale, au soir des élections législatives à venir. Non sans les remercier d'avoir effectué le déplacement pour cette circonstance dont il en est l'initiateur. Expliquant

que ce don qui venait d'être effectué, n'a rien de politique. Mais bien au contraire, il fait suite à la demande que lui fit, il y a quelque temps, l'infirmier-major du Centre médical de cette circonscription. Lequel se plaignait du manque de médicaments dans cette structure. Un état de

chose que l'homme dit ne pas comprendre. Surtout quand on sait que la commune d'Akanda regorge pourtant d'habitants fortunés. Pour lui, "cet état de fait est révélateur du peu d'intérêt que ceux-ci et les élus locaux accordent à leurs concitoyens démunis". Dans son intervention, la présidente déléguée du parti, Albertine Maganga Moussavou, a quant à elle,

justifié sa présence par le soutien indéfectible qu'elle accorde au candidat de sa formation politique. «Mabendé mérite d'être soutenu car, je connais sa capacité à faire du bien. S'il a d'autres opportunités, il fera plus», a-t-elle affirmé. Aussi a-t-elle encouragé François Mabendé à continuer à poser ce genre d'actions, au profit des concitoyens qui en ont besoin.

Libre propos

Les prochaines élections législatives représentent un tournant pour notre pays

Par Adrien NKOGHE-ESSINGONE *
Libreville/Gabon

Il est une question essentielle qui préoccupe, fort logiquement, les Gabonaises et les Gabonais et, sans doute, les communautés amies : que se passera-t-il au lendemain du 28 avril 2018, date butoir fixée par la Cour Constitutionnelle pour l'organisation des élections législatives ? C'est de la responsabilité de la Haute juridiction d'y répondre. L'alinéa 4 de l'article 4 de la Constitution, lui en donne le pouvoir. Il lui donne une marge de manœuvre suffisante pour garantir le fonctionnement régulier des Institutions. Il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'elle donnera la réponse idoine, évidemment dans l'intérêt du Gabon. Nul doute que la Cour constitutionnelle

saura clore le débat sur le vide institutionnel que d'aucuns redoutent à tort, à mon humble avis. Ce n'est pas grillé la politesse aux neuf sages qui y siègent que de s'attendre à ce que la Cour constitutionnelle, constatant l'impossibilité pour le Gouvernement d'organiser les élections législatives dans les délais qu'elle lui a impartis, prolonge la présente législature. Aucune disposition de la Constitution de la République gabonaise ne dit au-delà de combien de fois la gardienne des lois ne peut pas le faire. Plutôt que de fixer de nouveaux délais difficiles, ce qui donnerait encore matière à débat à ceux qui voient dans les précédents reports des élections législatives la marque d'un prétendu mépris de l'Exécutif vis-à-vis d'elle, la Haute juridiction ferait peut-être mieux de laisser au Centre Gabonais des Élections (CGE) le temps de mieux

s'organiser. Loin de moi l'intention de faire un plaidoyer pro domo. Je ne le dis pas parce que je suis député ou parce que j'espère demeurer éternellement dans cette situation. Je ne le dis pas non plus parce que je suis laxiste ou nihiliste. Il convient de reconnaître que des élections crédibles exigent une préparation minutieuse. 2018 comme date butoir ? C'est peut-être une limite que nous pouvons nous fixer. Puisque nous voulons tourner le dos à certaines pratiques, nous devons éviter de nous enfermer dans des carcans temporels. Il faut faciliter la participation des différentes sensibilités aux opérations préparatoires. C'est une condition essentielle pour redonner à notre vie publique, trop souvent étouffée par nos querelles politiciennes. Donnons au CGE davantage de force et de caractère plus inclusif. L'avenir du Gabon se joue aussi dans les prochaines

élections législatives. C'est pourquoi, nous devons nous montrer tolérants, intègres et responsables. Ne cherchons plus à désigner des coupables ou des boucs émissaires. Assumons notre passé et préparons notre futur. Travaillons dans l'union et la justice, conformément à la devise de notre pays. Le militant du Parti Démocratique Gabonais (PDG) que je suis entend y prendre sa part en demeurant fidèle au triptyque cher à notre formation politique : Dialogue-Tolérance-Paix. Par delà tout, il est pour moi question de contribuer à l'œuvre de construction de l'unité nationale entamée sous la direction de notre regretté Omar Bongo Ondimba, un souci partagé et soutenu aujourd'hui par son Excellence président de la République, Ali Bongo Ondimba. Les principaux partis de l'opposition ont, d'ores et déjà, pris position en faveur d'une participation

aux futures élections législatives. Zacharie Myboto, Casimir Oye Mba, Guy Nzouba Ndama, Léon-Paul Ngoulakia, Séraphin Akoure Davain, Alexandre Barro Chambrier, Michel Menga et Jean de Dieu Moukagni Iwangou, entre autres personnalités de l'opposition dite radicale, sont favorables aux prochaines législatives. En conséquence, nous avons devant nous une fenêtre d'opportunité, un angle de tir, pour restaurer l'espoir. Nous devons saisir cette occasion pour reconstruire notre vivre-ensemble, mis à mal par les querelles postélectorales. Ayons l'ambition de faire des prochaines législatives le point de départ d'une ère nouvelle. Face aux certitudes de mon camp et aux susceptibilités de nos frères d'en face, nous devons tout mettre en œuvre pour garantir la crédibilité du CGE. C'est de celle-ci que dépendra l'acceptation des résultats des

prochaines législatives. J'ai de bonnes raisons de croire que la classe politique gabonaise saura s'élever et aller au-delà d'elle-même pour préserver notre pays des affres de la division. L'heure est grave, car une bonne partie du peuple gabonais ne croit plus à la force du bulletin de vote. Notre souci, pour nous les acteurs politiques, doit être la préservation de l'unité nationale et la préparation d'un avenir radieux pour notre pays et nos enfants. Nous ne pouvons persévérer dans le cycle des élections contestées. Il est temps que la classe politique gabonaise de se mettre en situation de dessiner le futur. Évitions que notre pays dérive progressivement, au risque de sombrer dans l'abîme.

* Député du Komo-Océan

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 27/04/2018				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du		
				1 EUR	655,957			
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 USD	554,819	CAC 40	27/04/2018	5 437,12
USD	1,2168	1USD =	539,084	1 CAD	448,051	DOW JONES	27/04/2018	24 191,65
CAD	1,5618	1CAD =	420,001	100 JPY	518,342			
JPY	132,8700	1JPY =	4,937	1 GBP	790,121			
GBP	0,8710	1GBP =	753,108	100 CHF	57 857,81			
CHF	1,1976	1CHF =	547,726	100 ZAR	4 525,20			
ZAR	15,0737	1ZAR =	43,517	1 MAD	60,90			
MAD	11,2635	1MAD =	58,237	1CNY	87,79			
CNY	7,6962	1CNY =	85,231	1KES	5,53			
KES	122,1800	1KES =	5,369					

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
27 Avril 2018: 74,76

CHANG E S
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>